

# République Démocratique du Congo | Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM)

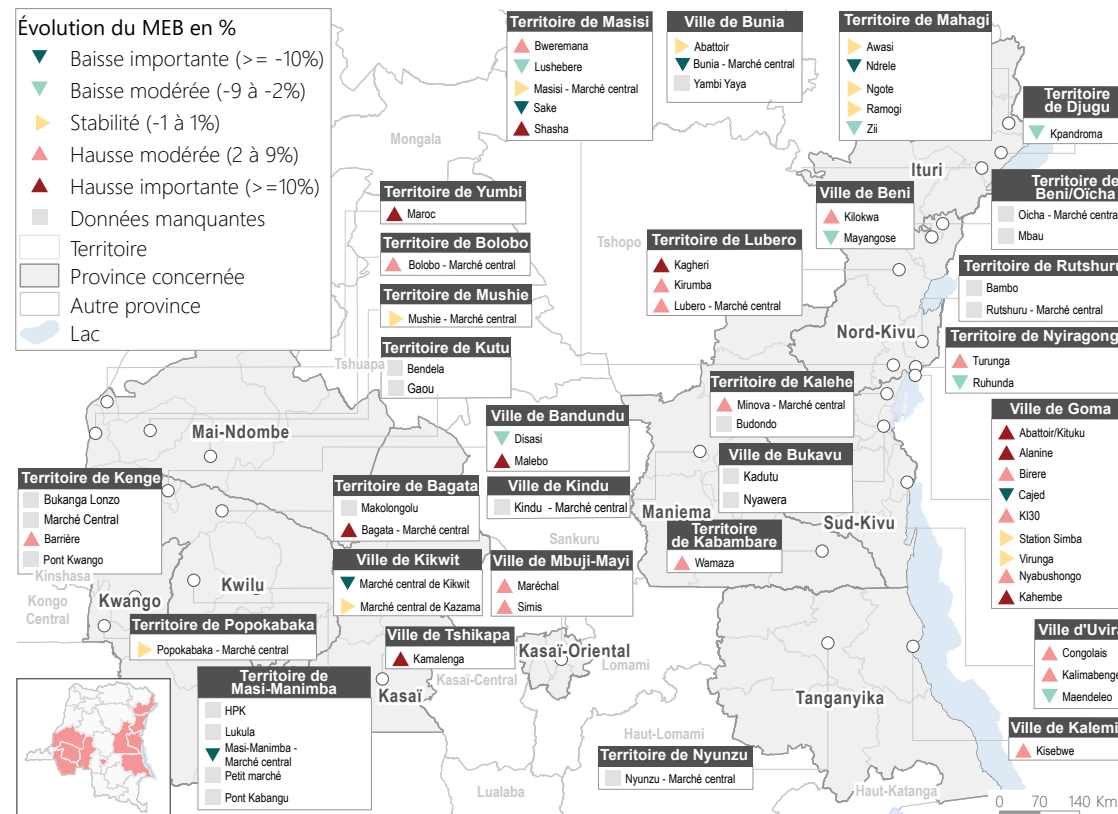
## INTRODUCTION

La crise humanitaire à laquelle fait face la République Démocratique du Congo (RDC) est complexe, prolongée dans le temps et étendue à pratiquement tout le territoire national affectant des millions de personnes<sup>1</sup>. Des initiatives sont mises en place par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, dont les transferts monétaires qui sont de plus en plus utilisés.

C'est avec les objectifs d'accompagner la planification des activités de transferts monétaires par les acteurs de la réponse humanitaire et de faciliter l'identification des dynamiques des marchés que l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) a été créée. Elle est mise en oeuvre par REACH et par le [Cash Working Group](#) (CWG) en collaboration avec des organisations partenaires qui collectent des données dans les marchés d'intérêt pour la communauté humanitaire.

Cette publication de l'ICSM présente des données primaires des prix des articles alimentaires et non-alimentaires collectées par les partenaires de l'ICSM avec l'outil de collecte commun.

## Évolution du coût médian du Panier de Dépenses Minimum (MEB) par rapport au mois précédent, par marché<sup>4</sup>



- 13 Organisations partenaires
- 55 Marchés évalués
- 899 Commerçants enquêtés
- 69% Femmes commerçantes
- 14 Produits évalués<sup>2</sup>
- Du 18 mars au 02 avril
- Dates de collecte

### Coût médian du MEB

399'830 FC

177 USD<sup>3</sup>

+18'634 FC ▲ +5%

Minimum : 263'059 FC

Maximum : 808'329 FC

### Taux de change

Officiel

1 USD = 2'260 FC ▶ 0%

Taux médian calculé avec l'ICSM

1 USD = 2'300 FC ▶ 0%

## MESSAGES CLÉS

- Le **coût médian du MEB**, calculé sur l'ensemble des marchés évalués, a **augmenté de 5%** entre février et mars. Il s'élevait à **399'830 francs congolais** (FC) et variait de 263'059 FC au marché central de Kikwit dans la province de Kwilu à 808'329 FC au marché Maroc de Yumbi dans la province de Mai-Ndombe.
- Le **coût médian du MEB a augmenté** dans la majorité des marchés évalués dans le **territoire de Goma**. Les prix médians de la **farine de maïs, de l'huile et de la farine de manioc** auraient notamment augmenté, avec des spécificités selon les marchés. Selon les commerçants interrogés, ces hausses seraient attribuables à la **hausse des coûts de transport et des prix pratiqués par les fournisseurs**.
- La **fonctionnalité des marchés évalués à Uvira s'est améliorée** entre février et mars pour atteindre une fonctionnalité limitée pour les marchés Congolais et Maendeleo, alors que le marché Kalimabenge disposait d'une mauvaise fonctionnalité. Cette amélioration s'expliquait en grande partie par un **meilleur accès physique et sécuritaire** aux marchés.
- Selon les commerçants interrogés ayant rapporté des problèmes de réapprovisionnement, le **mauvais état des routes, le coût élevé des transports et les hausses des prix pratiqués par les fournisseurs** étaient les trois obstacles principaux **entravant le réapprovisionnement** en articles alimentaires et en eau, hygiène, assainissement et combustible.

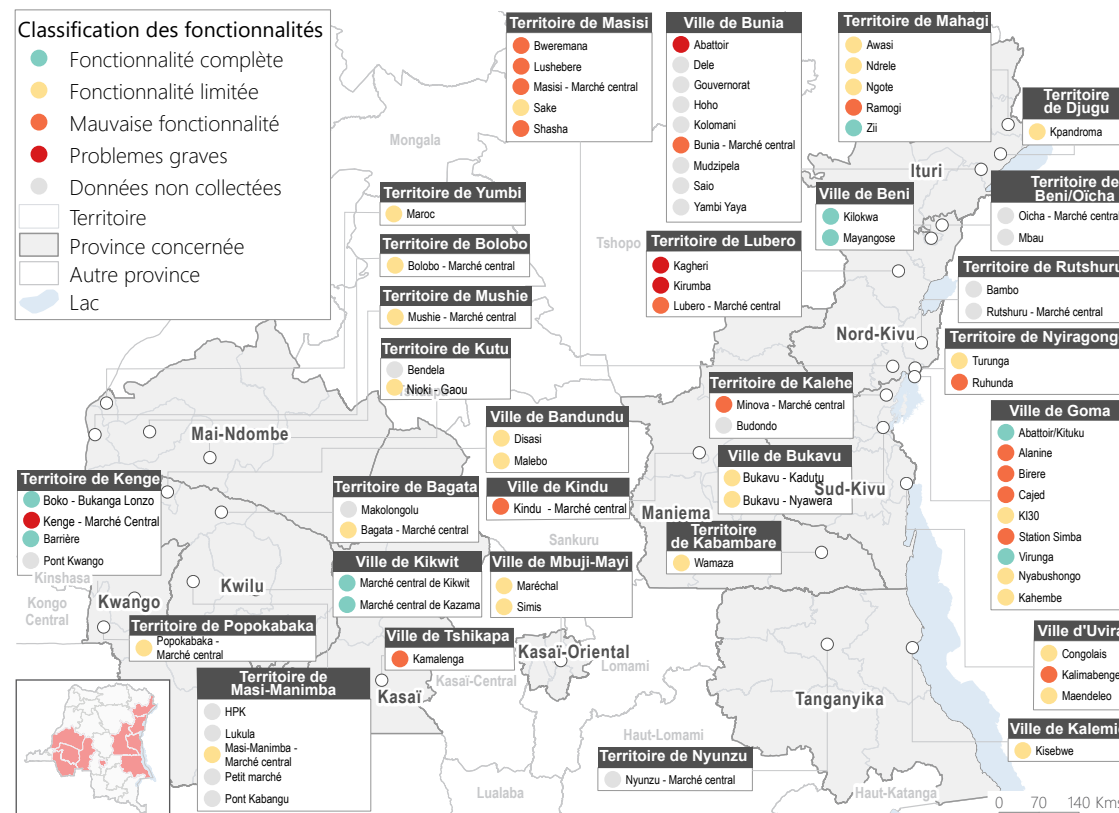


## SCORE DE FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS (MFS)

Le Score de fonctionnalité des marchés (Market Functionality Score, MFS) est un score développé par REACH pour évaluer et comparer le niveau de fonctionnement des marchés en RDC et dans d'autres pays. Ce score sur 100 se décompose en plusieurs dimensions qui sont pondérées en fonction de leur importance. Ces dimensions sont elles-mêmes parfois composées de différents indicateurs afin de couvrir les aspects principaux qui constituent ces dimensions<sup>9</sup>:

- **Disponibilité des produits au sein des marchés (30% du MFS)** : les vendeurs de ce marché peuvent-ils fournir de manière fiable tous les articles essentiels que les ménages locaux doivent acheter régulièrement ?
- **Accessibilité des marchés (25% du MFS)** : tous les acteurs du marché (y compris les clients) ont-ils un accès physique à ce marché ? Tous les acteurs du marché ont-ils un accès social à ce marché ? Ce marché et les routes qui y mènent sont-ils sûrs et sécurisés ?
- **Abordabilité des produits (15% du MFS)** : les clients ont-ils un accès financier à ce marché ? Les prix des articles de base sont-ils stables sur ce marché ?
- **Résilience des circuits d'approvisionnement (20% du MFS)** : les chaînes d'approvisionnement pour les articles clés de ce marché fonctionnent-elles de manière fiable ? Les fournisseurs de ce marché sont-ils systématiquement en mesure de réapprovisionner les articles de base qu'ils transportent avant qu'ils ne soient épuisés ? Les acteurs de ce marché obtiennent-ils leurs marchandises à partir de diverses villes et /ou routes d'approvisionnement, ou la plupart des marchandises atteignent-elles ce marché via une voie d'approvisionnement unique qui peut être vulnérable aux perturbations ?
- **Infrastructure du marché (10% du MFS)** : les infrastructures physiques dans et autour de ce marché (bâtiments, routes, etc.) sont-elles en suffisamment bon état pour soutenir les activités normales de subsistance et commerciales ? Les vendeurs de ce marché ont-ils accès à des installations de stockage verrouillées et sécurisées ? L'infrastructure financière existe-t-elle sur ce marché pour prendre en charge des modalités de paiement alternatives au-delà de l'argent liquide et du crédit informel ?

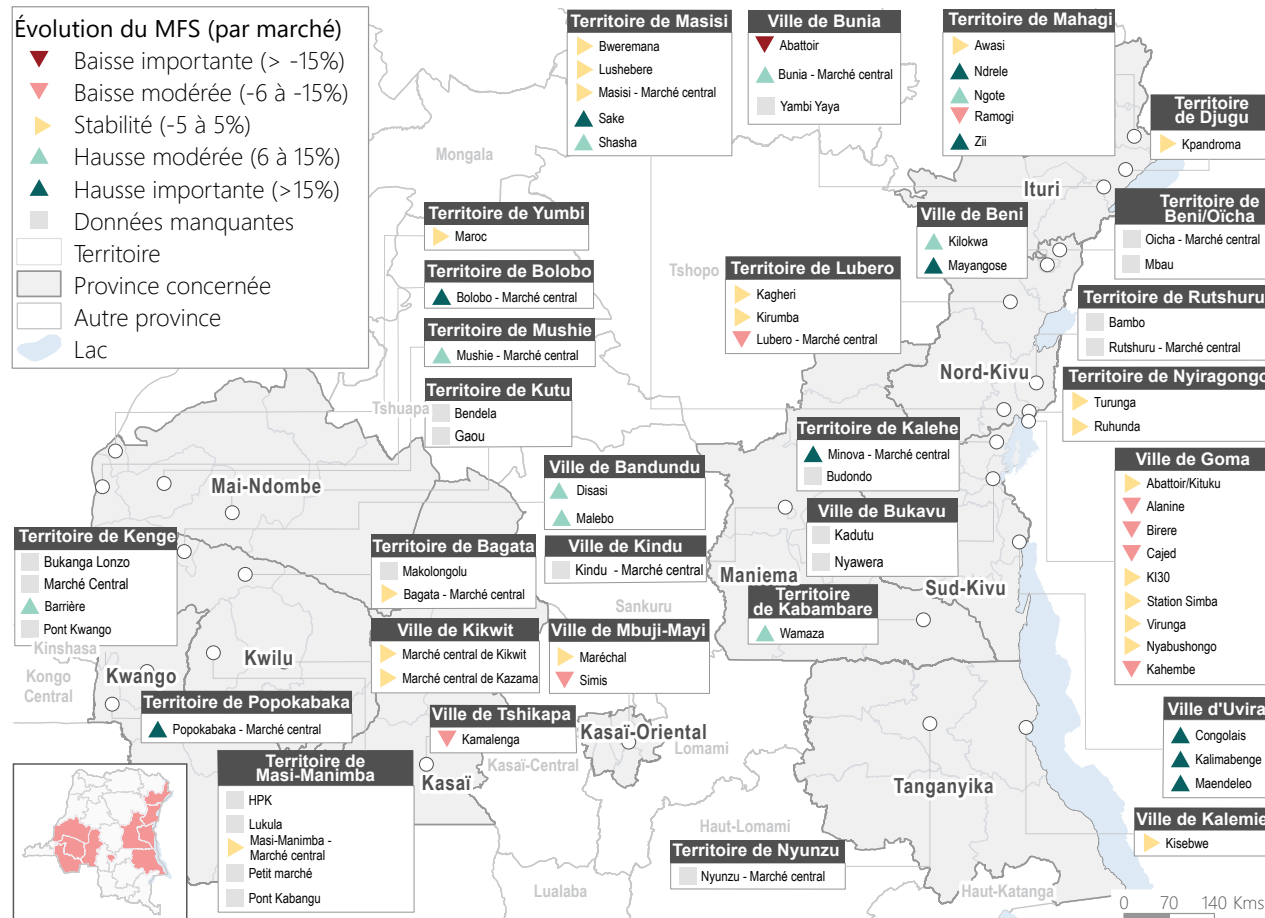
## Classification de la fonctionnalité des marchés



## Classification de la fonctionnalité des marchés<sup>10</sup>

- **Fonctionnalité complète** : (1) le MFS total est > 80% du score total maximum et (2) aucune dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Fonctionnalité limitée** : (1) le MFS total est > 50% du score total maximum ou (2) pas plus d'une dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Mauvaise fonctionnalité** : (1) le MFS total est ≤ 50% du score total maximum ou (2) au moins deux dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Problèmes graves** : (1) le MFS total est < 25% du score total maximum ou (2) au moins trois dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Données insuffisantes** : une ou plusieurs dimensions entières n'ont pas pu être collectées sur ce marché, ce qui rend impossible le calcul d'un MFS complet.

## Évolution du score de fonctionnalité des marchés par rapport au mois précédent, par marché



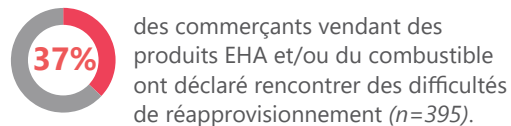
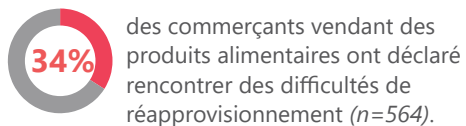
commerçants interrogés ont également rapporté qu'ils craignent **les vols** sur le marché (8/20) et ont rapporté **l'existence de couvre-feux** (5/20). De plus, **des infrastructures de stockage et des modalités de paiement limitées**, ainsi que **la présence de bâtiments endommagés** ont été mentionnées par certains commerçants interrogés. Enfin, **l'abordabilité des prix des produits y était faible**, du fait de certaines difficultés financières des clients, et d'une prédictibilité des prix limitée par les variations du taux de change pour les commerçants.

- **Mauvaise fonctionnalité à Minova, malgré une amélioration de l'accès et des infrastructures** : Le marché central de Minova disposait d'une **mauvaise fonctionnalité** en mars, après avoir fait face à de graves problèmes de fonctionnalité en février. Bien que **l'abordabilité des prix des produits y soit toujours limitée**, **l'accès physique et sécuritaire** au marché s'est considérablement **amélioré**. En particulier, les commerçants interrogés n'ont pas cité un accès restreint aux marchés du fait de combats actifs dans la région contrairement à ce qui avait été souligné en février. De même, contrairement au mois passé, aucun commerçant interrogé n'a rapporté avoir eu des craintes de harcèlement et de violence. En outre, les commerçants n'ont pas rapporté l'existence de bâtiments endommagés contrairement au mois précédent. Toutefois, malgré une part moins importante de commerçants déclarant faire face à des problèmes de réapprovisionnement en mars, la durée rapportée entre les stocks en articles disponibles et celle nécessaire pour le réapprovisionnement de ces articles était faible, **pouvant signaler un risque de pénurie pour certains produits**.

## Tendances principales

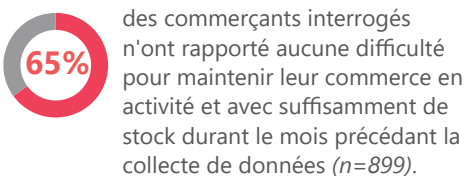
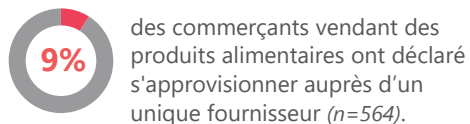
- **Amélioration de la fonctionnalité des marchés évalués à Uvira** : Les trois marchés évalués dans la ville d'Uvira ont vu **leur fonctionnalité s'améliorer** entre février et mars. Ainsi, les **marchés Congolais et Kalimabenge** sont passés de graves problèmes de fonctionnalité à, respectivement, **une fonctionnalité limitée et mauvaise**. De plus, le **marché Maendeleo** a vu sa fonctionnalité passer de mauvaise à **limitée**. **L'accès physique et sécuritaire** à ces trois marchés se serait **amélioré**, bien que des problèmes persistaient pour le marché Maendeleo. En effet, certains commerçants (2/12) ont rapporté que les options de transport pour se rendre sur le marché étaient limitées, alors qu'un commerçant a mentionné que les clients ne se sentaient pas en sécurité en présence de certaines personnes sur le marché. En outre, les commerçants du marché Congolais ont eu tendance à davantage rapporter disposer de moyens de stockage sur le marché, et n'ont pas déclaré l'existence de bâtiments endommagés contrairement au mois passé. Ces changements concernant les infrastructures, souvent plus durables, seront à confirmer en avril. Malgré ces améliorations, **des problèmes d'abordabilité des prix des produits persistaient**.
- **Importants problèmes de fonctionnalité des marchés évalués à Bunia** : La **fonctionnalité du marché central de Bunia** était **toujours mauvaise** en mars du fait d'une **abordabilité des prix des produits** et d'une **accessibilité limitées**. Toutefois, bien que toujours limitée, une **amélioration de l'abordabilité des prix des produits** a été constatée, avec notamment une diminution des difficultés financières des clients rapportées par les commerçants interrogés. **L'accès physique au marché s'est également amélioré**, bien que certains commerçants interrogés (7/22) rapportaient toujours des **contraintes physiques** d'accès au marché, notamment pour les **personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite** (6/7). Par ailleurs, le **marché Abattoir** a vu **sa fonctionnalité se détériorer**, passant de limitée à de **graves problèmes**. **L'accès physique et sécuritaire** au marché était **limité** en mars. En particulier, certains commerçants ont rapporté que les **installations étaient inadéquates pour les personnes en situation de handicap** (5/20), **des restrictions de circulation** (4/20) ou encore que le **marché ne fonctionnait qu'à des heures et/ou des jours limités** (4/20). En outre, les

## RÉAPPROVISIONNEMENT & DÉPENDANCE

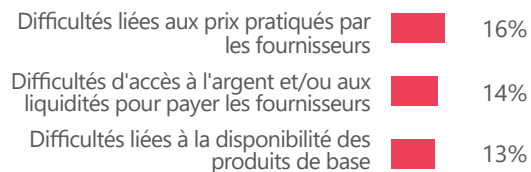


3 difficultés de réapprovisionnement les plus fréquemment rapportées par les commerçants ayant déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement, par type d'article : (Exprimé en pourcentage de répondants, plusieurs réponses possibles)

Rang	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles alimentaires (n=190)	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles EHA/combustible (n=147)
1	Mauvais état des routes 54%	Mauvais état des routes 62%
2	Coût élevé du transport 42%	Coût élevé du transport 37%
3	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs 33%	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs 31%

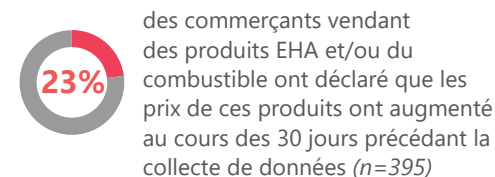
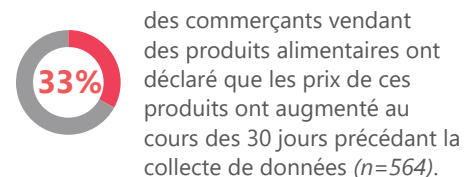
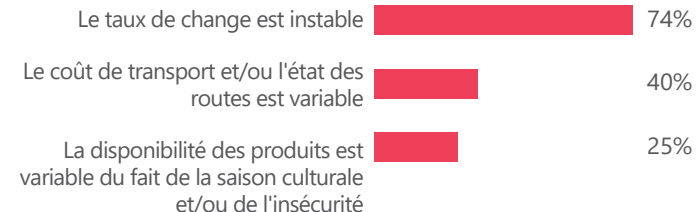
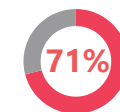


Difficultés les plus fréquemment rapportées par les commerçants pour maintenir leur commerce en activité et avec suffisamment de stock au cours du mois précédant la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=899)



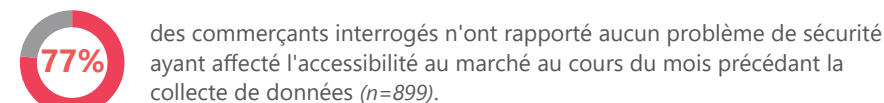
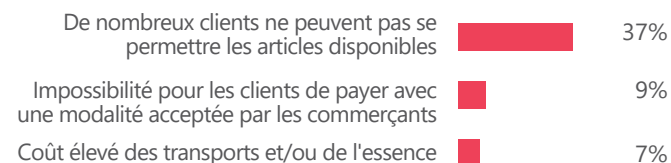
## PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DES PRIX

Top 3 des raisons expliquant les difficultés des commerçants à estimer les prix pratiqués par leurs fournisseurs pour le mois suivant la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=639)



## ACCESSIBILITÉ AUX MARCHÉS ET ABORDABILITÉ DES PRIX

Difficultés financières des clients les plus fréquemment rapportées par les commerçants au cours du mois précédant la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=899)



## Méthodologie

L'ICSM consiste en une collecte mensuelle de données sur les prix et le niveau de fonctionnalité des marchés sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la communauté humanitaire et de la capacité des organisations partenaires à y effectuer des collectes régulières.

Les données de l'ICSM sont collectées à l'aide d'un outil de collecte conçu par REACH consultable via les bases de données disponibles à la page [7](#). Le plan d'analyse des données de l'ICSM est accessible dans les [termes de référence](#) de la recherche. La collecte sur les marchés est mise en œuvre sur la base du volontariat par les partenaires de cette initiative, rassemblés en un comité de pilotage dédié.

Les informations sur les prix sont collectées par le biais d'entretiens structurés avec des commerçants vendant leurs articles dans les marchés évalués. Dans le cadre de l'ICSM, un marché est défini comme un lieu rassemblant un minimum de 10 commerçants. Au sein des marchés suivis, les commerçants interrogés sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Type de commerçants : seuls les détaillants vendant directement aux clients sont interrogés ;
- Nombre d'articles vendus : les commerçants vendant l'intégralité ou une majorité des articles du MEB sont priorités ;
- Gamme des articles vendus : les commerçants vendant des articles susceptibles d'être achetés par un ménage vulnérable sont priorités. Les commerçants vendant des articles considérés comme haut de gamme sont évités.

Dans le cadre de la collecte de données, il est demandé aux enquêteurs, lorsqu'ils en ont la possibilité, de relever un minimum de trois prix par article dans chaque marché. Le prix médian de chaque article est ensuite retenu pour l'analyse et le calcul du coût du MEB. Afin de permettre le calcul du coût du MEB dans tous les

marchés suivis, lorsqu'aucun prix n'a été relevé pour un article dans un marché, le prix médian de cet article à l'échelle de tous les marchés évalués est utilisé. Pour calculer les coûts médians du MEB au niveau du territoire, de la province, de la région ou du pays, la médiane des coûts médians des marchés concernés est utilisée.

### Défis et limites

Les données sur les prix incluses dans ce bulletin ont été collectées lors des entretiens avec les commerçants sur les marchés et ne sont présentées qu'à titre indicatif.

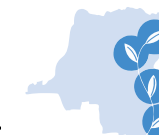
Pour certains articles, le seuil de trois cotations n'a pas été atteint, soit en raison de la rareté de ces articles dans les marchés concernés soit par manque de temps. Pour plus d'informations, veuillez consulter la base de données accessible au lien en page [7](#).

Afin de permettre aux enquêteurs n'étant pas munis de balances de collecter des données sur les biens alimentaires, les prix de certains articles vendus dans des unités de mesure locales (kopo, cuvette, ekolo, etc.) ont été convertis en prix au kilogramme et au litre à partir d'un tableau de conversion unifié à l'échelle territoriale ou nationale selon les unités considérées. Cependant, ces unités de mesure étant susceptibles de varier entre les différentes localités, elles ne reflètent pas systématiquement le prix d'un kilogramme ou d'un litre de l'article évalué.

## Partenaires de l'initiative :



Pour un monde sans faim



Enabling  
Affected Communities to  
Survive and  
Thrive

## À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes interagences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/ UNOSAT).

**NOTES DE FIN**

1 OCHA, janvier 2026, [République Démocratique du Congo : Besoins Humanitaire et Plan de réponse 2026](#).

2 Les articles alimentaires, EHA et le combustible font l'objet d'une collecte de prix mensuelle. Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle. Pour les partenaires du consortium EAST, les prix des AME sont collectés tous les mois, alors que pour le reste des partenaires ils ne le sont que tous les trois mois. Dans ce dernier cas, les prix médians du dernier cycle de collecte de données sont utilisés pour les mois où aucune relève de prix pour ces articles n'a été effectuée. Ce mois-ci, les prix des AME considérés pour les marchés non-évalués par le consortium d'EAST sont ceux de janvier 2026.

3 Les prix médians sont initialement calculés en FC. La conversion en USD est effectuée sur la base du taux fixé par la [Banque centrale du Congo](#). Le taux le plus proche du 15 du mois est utilisé ici.

4 Pour les marchés évalués à l'Ouest du pays, dans les provinces de Kwango, Kwilu et Maï-Ndombe, une non-uniformité des unités de mesure utilisées entre les cycles de février et mars a été constatée, pouvant influencer les prix et variations relevés. Ces données sont à interpréter avec précaution. Un effort de collecte des unités de mesure standards dans ces provinces sera réalisé pour la collecte d'avril.

5 Les dépenses des ménages pour les AME, qui sont plus ponctuelles, sont comptabilisées en nombre de pièces achetées par année. Afin de permettre leur

intégration au calcul du MEB mensuel, le coût d'une unité de ces articles est divisé par douze selon le nombre de pièces consommés annuellement.

6 Le coût des articles essentiels de cuisine, bien qu'ils fassent partie du panier AME, n'est pas collecté et reste fixe. De manière similaire aux coûts de la composante « autres dépenses », ce coût fixe mensuel a été défini par le cluster Abris/AME lors de la révision de la composition du MEB. Le coût mensuel des articles essentiels de cuisine a été estimé à 3,56 USD par mois et par ménage.

7 Les coûts des composantes de la partie « autres dépenses », qui sont difficilement quantifiables ou peu accessibles sur les marchés, ne sont pas suivis dans le cadre de l'ICSM. Afin de permettre leur intégration au calcul du coût médian du MEB, des coûts fixes mensuels ont été définis par les clusters concernés lors de la révision de la composition du MEB.

8 Les coûts des biens et services composant les autres dépenses ont été initialement collectés en dollars américains auprès des clusters sectoriels. Pour le calcul du MEB et afin de refléter plus fidèlement la réalité du marché local, ces coûts ont ensuite été convertis en francs congolais selon le taux de change médian utilisé par les commerçants et relevé par l'ICSM sur chaque marché mensuellement. Au niveau des zones de santé, territoires, provinces, les coûts fixes ont été convertis en francs congolais en prenant le taux de change médian pour la zone de santé, territoire ou province considérée. Ainsi, les coûts fixes pourront varier mensuellement en fonction du taux de change mesuré.

9 Un marché peut avoir un score de fonctionnalité élevé mais être considéré

comme ayant une fonctionnalité limitée s'il sous-performe dans une des dimensions (score inférieur à 50% au score maximum). Par exemple, un marché ayant un score de fonctionnalité de 80/100 mais avec une sous-performance au niveau de la résilience des circuits d'approvisionnement (5/20), se verra considéré comme ayant une fonctionnalité limitée. Si cette sous-performance concerne plus d'une dimension, alors il pourra même être considéré comme ayant une mauvaise fonctionnalité (si 2 dimensions sont concernées) ou même comme ayant des problèmes graves (si 3 dimensions sont concernées). Une note méthodologique complète est disponible sur demande.

10 La classification de la fonctionnalité des marchés repose donc sur deux aspects : le score de fonctionnalité du marché d'une part, et les scores observés pour chaque dimension. Des scores dimensionnels très bas, peuvent ainsi entraîner des pénalités.

## Qu'est-ce que le Cash Working Group ?

Le [Cash Working Group](#), ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

Dernières publications de l'ICSM		
Mars 2026	<a href="#">Base de données</a>	
Février 2026	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Janvier 2026	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Analyses de tendances 2025	<a href="#">Évolution du coût médian du MEB</a>	<a href="#">Fonctionnalité des marchés</a>

Vous pouvez consulter les autres publications de l'ICSM [ici](#).